



Vers la fin du couple franco-allemand ?

Compte rendu de la conférence

- 6 décembre 2011 -

Propos introductif

Si l'intitulé de la conférence est un brin provocateur, force est de constater que le couple franco-allemand connaît une « passe difficile » et que l'on peut s'interroger sur le devenir de celui-ci face aux défis actuels. Entamée il y a plus de soixante ans, la relation franco-allemande a été ponctuée de hauts et de bas mais garde une place centrale au cœur du processus de construction européenne. Après des débuts difficiles et des incompréhensions sur des nombreux sujets (conflit en Libye, Union pour la Méditerranée, Traité de Lisbonne) le président français et la chancelière allemande affichent une unité de fer dans la volonté de résoudre la crise de la dette souveraine européenne, au point d'être qualifiés par la presse mondiale par le néologisme « Merkozy ». Le président Sarkozy et la chancelière Angela Merkel ne se sont jamais autant rencontrés depuis ces derniers mois. S'ils restent en désaccord sur nombre de thèmes, la solution aux maux européens et tout particulièrement à la crise de la dette sera franco-allemande ou ne sera pas. Dans une Union Européenne en proie à nombre de tourments, l'analyse de l'état actuel du couple franco-allemand est pertinente puisque celui-ci est indéniablement un acteur clé. A ce titre, le Conseil européen des 8 et 9 décembre sera déterminant et constitue un évènement crucial quant au devenir de l'Union européenne.

C'est donc dans ce contexte que l'Institut de relations internationales et stratégiques a décidé d'organiser cette conférence-débat en partenariat avec la Maison de l'Europe. Sont intervenus au cours de la conférence **Fabio Liberti**, directeur de recherche à l'IRIS et modérateur de ce débat, **Jacques Pierre Gougeon**, professeur des Universités, directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste de l'Allemagne contemporaine et **Marc Semo** historien de formation, responsable du service « monde » au quotidien *Libération*.

Intervention de Jacques-Pierre Gougeon

Avant le 11^e siècle, la France et l'Allemagne étaient quasi fusionnelles. Le constat est donc le suivant : les nations française et allemande se sont construites parallèlement, l'une à côté de l'autre et surtout l'une par rapport à l'autre. L'émergence d'une « communauté de destin » est une notion clé permettant de saisir l'ampleur des enjeux de la relation franco-allemande. Historiquement, on peut discerner cette tendance récurrente caractérisant les relations entre les deux pays. En effet, la nécessité de se mesurer l'un à l'autre est une donnée clé pour appréhender ce couple franco-allemand. Il y a donc eu une nécessité pour la France de se situer par rapport à l'Allemagne. Si leur destin semble lié, leur relation semble néanmoins s'effriter peu à peu. Depuis les années 2000, il semble que le binôme franco-allemand soit déséquilibré. L'impact d'un tel délitement sur l'Union européenne est une problématique qu'il faut prendre en compte. De plus, on ne peut que reconnaître que les périodes les plus fastes ont été synonymes d'un équilibre quasi parfait entre la France et l'Allemagne. La répartition des rôles entre les deux puissances est donc un enjeu déterminant en égard au devenir de l'Union Européenne. Depuis le début de l'année 2011, on a pu se rendre compte qu'il y avait une admiration de la part de la France pour le modèle économique allemand synonyme de réussite et de stabilité.

Vers la fin de l'équilibre ?

La perte de ce sentiment s'explique par une croissance économique allemande favorable et par un investissement de plus en plus important sur la scène mondiale. A contrario, la France est perçue comme étant sur le déclin. Ses interventions à l'étranger, en Lybie notamment, sont considérées comme un ultime moyen de réaffirmer sa puissance, guidée par une peur phobique du déclassement international.

Les raisons d'un tel examen de la relation franco-allemande s'expliquent par l'importance même de ce couple sur la scène européenne. En effet, comme le souligne Jacques-Pierre Gougeon, la France et l'Allemagne sont à la croisée du jeu européen. Leur relation est un élément structurant de l'Union européenne, elle est également un « moteur » certain et leur capacité d'entraînement est indéniable. A elles deux la France et l'Allemagne représentent près de 50% du PIB de la zone euro, 33 % de la population et 31 % des voix au Conseil européen. Sur la scène internationale leur poids est indéniable puisque la France et l'Allemagne représentent ensemble 38% des financements communs de l'OTAN et 15 % des financements de l'ONU.

Un lien indestructible ?

Au-delà de l'aspect économique et diplomatique, les deux pays restent néanmoins concernés par des sujets communs comme l'immigration, l'état du système scolaire et universitaire. Les sociétés civiles partagent par conséquent des intérêts communs.

Les échanges culturels entre les deux pays restent par ailleurs très forts. A titre d'exemple, on peut évoquer le fait que 6% des diffusions cinématographiques en Allemagne sont françaises et que nombre d'ouvrages sont traduits du français vers l'allemand.

En dehors de la France, l'Allemagne est le pays qui accueille le plus de compagnies cinématographiques françaises.

La perte d'un partenariat privilégié ?

Il y a un risque d'éloignement entre la France et l'Allemagne qu'il faut prendre en compte. Une étude réalisée en mars 2011 en Allemagne met en évidence la perte de cette relation privilégiée entre les deux partenaires. En 2005, 31% des Français reconnaissaient l'Allemagne comme un partenaire privilégié et 44% des Allemands considéraient que les Français étaient leur principal

partenaire. En 2011, 18% des Allemands qualifient la France comme étant leur premier partenaire. De plus, 58% des Allemands considèrent qu'il faut traiter tous les partenaires à égalité. Il y a donc une érosion de ce partenariat privilégié entre les deux pays.

Les raisons du déséquilibre

Dimension économique : une situation favorable pour l'Allemagne

Si les deux modèles économiques sont à bien des égards différents, la dimension économique reste une notion capitale structurant les rapports entre les deux pays. La France a toujours été attirée par le modèle économique allemand qui est indéniablement un modèle de réussite. Cependant, force est de constater le décrochage économique qui s'opère en faveur de l'Allemagne. En effet, il y a un net décalage entre les deux économies. Si l'on observe la croissance allemande cumulée sur les cinq dernières années, celle-ci est supérieure à la croissance française. Entre 2006 et 2011, l'Allemagne a connu une croissance de 8,6% pour 5,6% pour la France. D'autre part, il faut noter que la balance commerciale allemande en 2010 avait un excédent de 154 milliards d'euros alors que celle de la France souffrait d'un déficit de 51 milliards d'euros. Enfin, le taux de chômage en Allemagne en 2011 est de 6,4% alors qu'il atteint les 9,6% en France. Par conséquent, force est de constater que les finances publiques allemandes sont en bien meilleur état et dès lors permettent au pays d'exercer une influence plus importante.

La France vue par les Allemands : l'impact du regard porté sur l'autre

La France apparaît pour les médias allemands comme un pays sur le déclin. Dans l'édition du 19 septembre 2011, le *Die Spiegel* décrit la France comme étant « fière et soucieuse de sa position internationale mais [étant] dans la position d'un pays malade et immobile ». De même, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* désigne la France comme « une grande nation toute petite ». Elle est considérée comme étant à la recherche d'une grandeur passée et son intervention en Lybie a par ailleurs été analysée via ce prisme. L'idée développée est que la France prendrait des initiatives afin de retrouver une place qu'elle a perdue sur la scène internationale. De plus, les Français sont fustigés par les politiciens allemands parce que décrits comme profitant de l'Allemagne.

Intervention de Marc Semo

Des divergences importantes entre les deux pays

L'Allemagne reste une obsession française, pour s'en démarquer et dénoncer son hégémonie comme l'ont montré les récentes déclarations publiques de divers hommes politiques jouant d'une germanophobie que l'on croyait disparue. Ou pour la brandir comme un drapeau et l'encenser comme l'indispensable partenaire, le modèle, qui seul permettra à la France d'échapper au déclassement. Nicolas Sarkozy mène en quelque sorte ce que le philosophe Pierre Manent a appelé la « politique du lierre », qui se colle au tronc et veut se confondre avec lui alors que le fossé en matière de performances économiques, notamment industrielles, entre les deux pays n'a fait que se creuser depuis dix ans. La France est autant hantée par la peur du déclin économique que l'Allemagne apparemment peu obsédée de son déclin démographique.

A contrario, les Allemands ne se préoccupent plus vraiment de la France. Le moteur de l'Union européenne apparaît comme étant de plus en plus germano-allemand plutôt que franco-allemand...

L'incompréhension entre les deux pays s'explique aussi par un système de prise de décision politique complètement différent. En effet, en France le système présidentiel est synonyme de

réactivité alors que le système parlementaire allemand, plus long dans ses procédures, induit davantage de tempérence et de réflexion. De plus, si la France entend « stopper la crise », l'Allemagne considère qu'il faut « résoudre la crise » en trouvant des solutions à long terme. Le recours à des termes différents n'est pas anodin reflétant ce décalage entre les deux pays quant à l'appréhension des enjeux européens ou internationaux.

D'autre part, le projet européen n'est pas sujet à une même appréciation par les deux pays. La France est fondamentalement un pays de politique alors que l'Allemagne est un pays du droit. Dès lors, les méthodes divergent et la démocratie s'inscrit dans un processus tout à fait différent entre la France et l'Allemagne.

Le rapport à l'euro est de même une source de malentendu entre les deux pays. Dans l'imaginaire français, les Allemands seraient les principaux bénéficiaires du passage à une monnaie unique alors qu'eux-mêmes se considèrent comme les victimes subissant les conséquences négatives de l'abandon du mark. Pour la première fois une tendance eurosceptique est apparue en Allemagne, fait étonnant puisque les Allemands sont bien connus pour avoir ardemment défendus la cause européenne. D'où l'inquiétude suscitée au début de l'année dernière par une enquête publiée sur la prestigieuse Frankfurter Allgemeine Zeitung montrant que 67 % des Allemands interrogés avaient des doutes sur l'avenir européen de leur pays. Et plus récemment un autre sondage dans Focus relevait que pour 60% des Allemands, l'euro avait été une mauvaise idée.

La montée des populismes dans les deux pays est un phénomène complètement différent. Mais une enquête d'opinion menée parallèlement dans les deux pays pour le compte de la Fondation Jean Jaurès et de la Friedrich Ebert montre que les opinions publiques allemandes et françaises partagent une peur similaire en égard à la crise de la dette. Quelque 37% des Allemands et 35 % des Français se disent ainsi très inquiets et la peur d'être directement touché est à peine moindre en Allemagne (43 %) qu'en France (57 %). Même sur les causes de la crise, l'incapacité de réduire les dépenses et la spéculation, la différence n'est pas énorme. Des deux côtés du Rhin, on pense que aussi que cette crise pourrait renforcer le couple franco-allemand (76% des Français, 63 % des Allemands) mais notamment côté allemand il y a un énorme « gap » générationnel ; à peine 54 % des Allemands de moins de 35 ans sont de cet avis contre 75 % des Français du même âge.

Mais la principale différence aujourd'hui comme déjà depuis longtemps est sur la politique étrangère. Excepté pour le cas de la guerre en Irak où ils ont adopté une position similaire, l'Allemagne et la France s'entendent rarement. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne s'est abstenue lors du vote du Conseil de sécurité pour le cas de la Libye. Fondamentalement et historiquement, cette divergence d'opinion est compréhensible mais reste néanmoins un terrain propice à l'éloignement plutôt qu'au rapprochement. On peut également évoquer le projet d'Union méditerranéenne rejeté par la chancelière Angela Merkel, qui sous la pression allemande deviendra officiellement le « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » mettant en évidence l'échec de la diplomatie du président Nicolas Sarkozy.

Ces visions du monde opposées avec leurs enracinements dans la mémoire et l'histoire se retrouvent aussi sur la question du rapport au nucléaire qui de par ses résonances dans l'imaginaire va bien au-delà de la question énergétique. Les Verts allemands sont nés en bonne part du mouvement pacifiste des années 80 et le nucléaire militaire mais aussi civil reste chargé de tous les maux. A l'opposé dans une France toujours traumatisée par les accords de Munich et la défaite de 1940, le pacifisme est toujours resté marginal alors que la dissuasion nucléaire incarne toujours la souveraineté nationale et le rang de la France. Et le nucléaire civil est porteur de la même charge symbolique.

Conclusion

Les divergences ne vont pas s'atténuer entre les deux pays. Le problème étant que chacun d'entre eux voit l'Europe à son image et voudrait y mettre en place son propre système politique. Or, comme cela a été évoqué précédemment, l'Allemagne et la France sont à cet égard diamétralement différents : le premier voudrait plus d'Europe est que celle-ci soit organisée comme une république fédérale alors que le second l'imagine comme une organisation centralisée, organisée et dotée d'un processus de décision rapide.

Compte-rendu rédigé par Maud ANTONICELLI